



HAL
open science

Succincte introduction aux transformations stratégiques de l'après-guerre froide. L'Amérique latine dans le désordre global

Edgardo Manero

► **To cite this version:**

Edgardo Manero. Succincte introduction aux transformations stratégiques de l'après-guerre froide. L'Amérique latine dans le désordre global. L'ordinaire latino-américain, 2004, janvier-mars (195), pp.3-25. halshs-00185900

HAL Id: halshs-00185900

<https://shs.hal.science/halshs-00185900>

Submitted on 22 Nov 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Succincte introduction aux transformations stratégiques de l'après-guerre froide. L'Amérique latine dans le désordre global

Edgardo Manero

Framespa–CNRS, Université Toulouse II

LES LEURRES D'UN ORDRE POST-CLAUSEWITZIEN

Après la dissolution de l'URSS a commencé à s'étendre dans le système international l'idée que la conflictualité, aussi bien endogène qu'exogène, tend à diminuer. Les idéologues de la « fin de l'histoire » ont affirmé qu'est vouée à l'échec toute théorie postulant que les conflits peuvent trouver leurs solutions au-delà de la société capitaliste et du marché. Cette logique qui tentait d'inscrire dans le monde théorique le résultat de la guerre froide ne peut être séparée de la transformation des conflits qui ont caractérisé la modernité.¹ Pour ce courant de pensée, une fois la guerre froide surmontée, s'ouvrirait la perspective d'un monde sans antagonismes essentiels dans les idées politiques, dans la vision de l'histoire ou dans la perception de la menace.² Cette circonstance nouvelle a fait parler d'une ère « post-Clausewitz » dans laquelle l'obtention des buts politiques était définitivement indépendante du recours à l'utilisation de la force étatique. L'usage de la force ne serait plus considéré comme une façon légitime pour un Etat de réaliser des gains dans le système international.³ Au niveau militaire, le plus important ne serait pas

¹ Le « triomphe » du capitalisme pivote sur un binôme symbolique. Si la chute du mur s'institue dans le mythe communicationnel de la victoire économique, le triomphe de la Révolution dans les Affaires Militaires sur une armée « soviétique » – représentés par les chars – est son équivalent dans l'espace stratégique. La première guerre du Golfe a la même signification sur le terrain militaire que le démembrement de l'URSS dans le domaine politique.

² L'évaluation de la menace dépend de facteurs divers : des attitudes et des profils des Etats et des autres unités, agents ou groupes qui agissent dans le système national et international (partis politiques, internationales idéologiques, ONG, lobbies, groupes économiques transnationaux, organisations criminelles, etc.), de la nature du système politique, du type de régime, de la mémoire historique (amitié ou hostilité), du niveau et du type de contradiction entre le sujet menaçant et le sujet menacé et des niveaux auxquels leurs intérêts vitaux se heurtent.

³ J. Mueller « Le concept de puissance et la politique internationale depuis la fin de la guerre froide », *Etudes internationales*, N° 26, décembre 1995.



la défense pensée comme protection de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, mais la prévention, le contrôle ou l'intervention rapide.

Les défenseurs d'un ordre post-clausewitzien interprètent le fait vraiment original que la guerre froide se serait achevée sans conflit militaire entre les puissances hégémoniques comme une manifestation de la diminution de l'importance de la guerre et, avec elle, de la haute politique comme « politique de pouvoir » au sens de la tradition réaliste.⁴ Avec la fin de la guerre froide, le système mondial s'acheminerait vers un système de sécurité qui garantirait la paix et la stabilité. Pour cette interprétation « idéaliste » – dans le sens qui englobe de Kant à Wilson – la nouvelle structuration du système international résulterait de l'effondrement des idéologies, mais aussi du fait que le conflit armé interétatique cesserait d'être le mode dominant de gestion des rapports de force. L'argumentation de base est que les Etats ont de plus en plus de mal à exercer à l'extérieur leur capacité de recours à la force.

Ces nouvelles représentations sécuritaires accompagnent un processus qui a des antécédents dans les années 1970 avec la montée en puissance du facteur économique théorisé par les interdépendantistes nord-américains. La guerre est représentée comme une activité archaïque. Libre-échangistes du siècle dernier, interdépendantistes des années 1970 ou apologistes de la globalisation font référence à l'existence d'une relation entre libre marché et paix. L'abolition des barrières douanières et commerciales est selon eux un moyen d'arriver à une paix permanente.

D'après ce courant de pensée, la diminution de l'importance des affaires militaires signifierait une transformation au niveau stratégique, dont le remplacement du militaire par le commerce⁵ serait la manifestation la plus évidente. L'objectif dernier de la prise de décision stratégique serait désormais de se procurer d'autres formes de suprématie (technologique, commerciale) bien différentes du pouvoir militaire.

Cette interprétation a reposé sur les grands changements au niveau stratégique survenus à la fin du XX^e siècle. La disparition de l'URSS, mettant un terme à l'antagonisme idéologique qui a façonné les relations Est-Ouest et Nord-Sud, modifie radicalement les structures du système de sécurité mondiale en bouleversant les bases des représentations stratégiques⁶.

⁴ La particularité de la fin de la guerre froide est que l'ordre politique mondial s'est désarticulé sans qu'il y ait eu une guerre entre les grandes puissances.

⁵ L'économie a toujours présenté une double caractéristique : élément central dans les conflits, elle est aussi sensible et vulnérable à ces derniers.

⁶ Par représentation stratégique, nous entendons la conceptualisation des rapports de force dans le système international et dans la société, que développe l'ensemble des sujets appartenant à un groupe ou à une institution particulière. Elle apparaît comme le processus dynamique qui exprime l'interprétation de l'histoire et la perception des relations internationales et des relations intergroupes. Définissant les ordres de priorité, la représentation stratégique met en jeu les valeurs et les intérêts des groupes eux-mêmes. Elle est la forme par laquelle les individus et les groupes symbolisent subjectivement les réalités par rapport aux différentes formes de pouvoir : social, institutionnel, territorial, démographique, économique, militaire, etc. Elle est le résultat de l'opération par laquelle le sujet se représente des objets qui ont ou qui peuvent avoir une valeur stratégique. Elle fait apparaître des concepts comme la menace, le risque ou la vulnérabilité en suscitant leur



La menace d'agression militaire classique, celle que le système international a connue pendant la modernité, semble écartée par la consolidation d'un certain consensus sur les organisations internationales, par le primat de l'ordre économique, et par la relativisation du territoire en général et de la conquête territoriale en particulier au profit d'autres formes d'hégémonie.⁷ Déjà la révolution stratégique qu'a représentée la dissuasion nucléaire annonçait ce processus depuis la fin des années 1940.⁸

Dans l'après-guerre froide⁹ la concurrence est axée sur l'espace économique et culturel. Les rivalités entre les Etats se manifestent sur d'autres terrains, impossibles à réduire à l'espace militaire traditionnel. Les capacités militaires des Etats ne fondent plus leur puissance. La sécurité ne se structure plus sur des logiques de pouvoir strictement militaires.¹⁰ Les conflits se règlent de moins en moins à partir de l'utilisation par les Etats nationaux des forces armées.¹¹ La légitimité de l'emploi de la force au niveau étatique est de plus en plus controversée ; l'affrontement entre Etats au moyen d'armées nationales a presque disparu.¹²

Le système international présente maintenant une nouveauté. Le pouvoir militaire se caractérise par une unipolarité – les Etats-Unis sont l'unique pays avec une capacité opérationnelle globale – tandis que le pouvoir économique est multipolaire. Les Etats-Unis sont responsables avec la Chine, l'Europe et le Japon des deux tiers de la

image au moyen d'un autre objet qui leur correspond. La représentation symbolise la réalité extérieure, elle est le processus par lequel une image ou une perception est présentée et incorporée à un système d'interprétation globale plus ou moins rationnelle qui a comme résultat final la prise de décision. La représentation stratégique est plus de l'ordre de la description que de l'interprétation, elle relève plus de la doxa que de l'épistémè. Voir E. Manero, *L'Autre, le Même et le Bestiaire*, L'Harmattan, Paris, 2002, chapitre 3.

⁷ La notion de territoire a subi d'importantes modifications par la transformation du rapport historique entre puissance et espace. En post guerre froide, la référence territoriale dans la souveraineté est mineure. La représentation de l'espace s'affranchit des frontières physiques propres à la géopolitique traditionnelle. La notion de territoire s'est élargie du fait des transformations technologiques et des comportements humains.

⁸ Dans le cadre de l'après-guerre froide, la guerre a été caractérisée de diverses façons : la référence à une évolution tendant vers une vision pré-westphalienne des conflits globaux de basse intensité (M. Van Creveld, 1991), le concept de guerre de la troisième vague (A. et H. Toffler, 1993), la caducité du concept de puissance dans son sens militaire (J. Mueller, 1995), la fin de l'ordre militaire (M. Bertrand, 1996) ou l'ère de la guerre du troisième type (K. Holsti, 1996).

⁹ Pendant la guerre froide la confrontation était axée sur le terrain idéologique et militaire ; la concurrence avait pour enjeu la suprématie diplomatique-stratégique.

¹⁰ « *Le maintien de la paix n'est plus ce qu'il était du temps de la bipolarité, à savoir le contrôle de certaines configurations conflictuelles locales, estimées dangereuses par les deux systèmes* ». A. Joxe, « Nouveau paradigme opérationnel : opérations de paix » in *Cahier d'Etudes Stratégiques* N° 18 GSD, EHESS, p. 65.

¹¹ Si la guerre a été une constante dans le système international, les Nations et les sociétés ne sont pas dans un état de guerre permanente. Pendant longtemps s'est maintenue la conception de la guerre comme un état quasi permanent des civilisations, non réductible à la conflagration ou à la bataille. De Spinoza à Schmitt, de Machiavel à Hobbes s'institue un espace dans lequel la paix et l'absence d'hostilité – conçues comme une neutralisation provisoire du conflit – se confondent.

¹² Avec la guerre froide ont cessé les pratiques « clientélistes » et les « guerres par procuration », c'est-à-dire les conflits structurés sur la dispute entre deux systèmes dans une troisième zone. Actuellement, aucun Etat n'est sûr d'être soutenu de façon inconditionnelle, à l'exception, peut-être, d'Israël.



production mondiale. Cependant, le système montre aussi une constante : la continuité de l'un des présupposés basiques de la théorie des Relations Internationales – l'existence d'un ordre hiérarchique qui établit les liens entre les acteurs du système – se combine avec le fait que dans le domaine diplomatique le jeu continue à être de somme nulle.

Dans les années 1990, la question militaire sous sa forme traditionnelle a cessé d'être prioritaire sur l'« agenda international ». Les sujets de défense ou les questions stratégico-militaires ont été remplacés par les questions économiques. Un exemple de la relativisation du facteur militaire comme élément central de la puissance internationale est l'irruption de nouvelles puissances sur la scène internationale, dont l'importance n'est pas mesurée par les effectifs militaires mais par les indicateurs économiques. L'importance de la dimension géo-économique¹³ au détriment de la géopolitique traditionnelle, dans la réflexion stratégique, ne peut pas être isolée de la disparition du rôle de l'Ennemi étatique.

Les tensions entre les Etats-Unis, l'Europe et l'Asie, le sous-développement, l'écart économique entre le centre et la périphérie, la dégradation des termes de l'échange, l'endettement externe, l'exclusion sociale, le protectionnisme, les migrations, le chômage structurel, les trafics divers (stupéfiants, armes, immigrants, organes, enfants, etc.) soulignent pertinemment la dimension stratégique des questions en principe économiques.

Or, si les changements au niveau national et international ont été profonds, la violence continue à jouer un rôle central. Le système international actuel s'établit sur une combinaison de scènes. Un affaiblissement du conflit inter-Nations se mélange avec une potentialisation des conflits endogènes circonscrits à des régions historiquement problématiques où la violence s'exprime sous la forme de guerres locales et d'interventions sans solution politique durable. On trouve sur la scène internationale des conflits internes fondés sur des inégalités économiques et sociales, des affrontements tribaux, des guerres religieuses. Ces crises étaient auparavant masquées par la dynamique de la guerre froide.¹⁴

Le point de vue selon lequel l'après-guerre froide tend à l'institutionnalisation de la modération et non pas à celle de la radicalisation a sous-estimé les conflits propres au nouveau contexte, particulièrement dans la périphérie. Il a ignoré les guerres d'origine éthno-régionaliste de l'Europe et de l'Afrique, le conflit résultant de l'implantation des programmes d'ajustement structurel en Amérique latine, la radicalisation du terrorisme,¹⁵ la résurgence de nationalismes mêlés parfois de religions, la frustration de certains

¹³ Une des principales références intellectuelles de ce courant de pensée est E. Luttwak. Voir « From Geopolitics to Geoeconomics Logic of Conflict, Grammar of Commerce », *The National Interest*, summer 1990.

¹⁴ A. Joxe, « Nouveau paradigme opérationnel : opérations de paix », *op. cit.*, p. 65.

¹⁵ En suivant M. Wieviorka, il faut repenser le caractère du terrorisme actuel comme condensation de phénomènes propres de l'époque : postcolonial, postindustriel, postnational et international. *Face au terrorisme*, L. Lévi, Paris, 1995.



secteurs ou le nihilisme de certains groupes (l'extrémisme raciste américain,¹⁶ le fondamentalisme islamique ou le terrorisme millénariste japonais).¹⁷

La fin de la bipolarité institue l'émergence d'une nouvelle scène, pas nécessairement moins conflictuelle que les antérieures. Aux facteurs classiques de crise dans le système international – la rivalité des puissances, le choc des ambitions régionales, l'inégalité de développement, le problème des minorités, la lutte pour les ressources énergétiques ou pour le territoire, les déséquilibres économiques, sociaux et démographiques – s'ajoutent des menaces nouvelles, des risques en dehors des rapports interétatiques traditionnels. La fragilité des Etats et l'affirmation de nouveaux acteurs produisent un éventail de menaces : le déclenchement de conflits internes liés à la résurgence de la haine ethnique¹⁸ ou religieuse,¹⁹ l'expansion de la criminalité organisée, la prolifération d'armes de destruction massive, le terrorisme, la piraterie, etc.

S'il est clair que l'on assiste à l'élaboration d'un nouveau système de sécurité, il n'est pas évident que nous soyons, comme il a été ouvertement soutenu,²⁰ face à la fin de l'ordre militaire. Dans l'après-guerre froide, la force militaire n'est ni partout ni en toutes circonstances décisive, mais elle demeure l'un des fondements de l'ordre international. Le monde après le 11 septembre en est une preuve. Nous sommes face à un renouveau de la réflexion stratégique sur la nature et l'efficacité de la menace de la force militaire et la gestion de la violence, où la guerre continue à être « *une simple continuation de la politique par d'autres moyens* ». ²¹

L'invasion de l'Irak en 2003 en est une illustration. Confiants dans leur capacité technologique et militaire, les Etats-Unis se sont lancés dans l'occupation du territoire irakien par le recours à une opération politique de type colonial, plus proche du XIX^e siècle que de l'image construite dans les années 1990 des relations internationales au XXI^e siècle. Avec cette action archaïque, les Etats-Unis réinstallent, par réaction, sur la scène stratégique une idée que les années 1990 et l'idéologie de la globalisation prétendaient avoir envoyée au musée de la pensée stratégique : la « résistance patriotique ». Les formes prises par les soulèvements démontrent que la résistance irakienne a un caractère profondément national.

¹⁶ On fait référence aux milices type *Arkansas Patriots*, *Michigan Militia* ou Montagnards de Virginie occidentale. Influencés par l'Amérique rurale, le fondamentalisme protestant et le libéralisme extrême, ces groupes racistes développent des conceptions paranoïaques tenant le gouvernement fédéral pour l'ennemi principal. Dans leur représentation du monde, l'Amérique apparaît comme la terre promise biblique qu'il faut défendre contre le gouvernement fédéral.

¹⁷ C'est le cas de la secte Aum Shinrikyo.

¹⁸ L'ordre bipolaire a connu aussi des conflits ethniques (Inde, Biafra, Bangladesh, Indonésie) et des guerres locales (Nigeria, Congo, Tchad, Soudan, Malaisie).

¹⁹ La guerre de religion a été une catégorie historique jusqu'au conflit du Liban. Très tôt le fondamentalisme religieux est devenu un sujet central de l'après-guerre froide, ainsi que l'ont montré les travaux de G. Kepel, *La revanche de Dieu*, Seuil, Paris, 1991 et *Les Politiques de Dieu*, Seuil, Paris, 1993.

²⁰ Voir M. Bertrand, *La fin de l'ordre militaire*, Presses de Science Po, 1996.

²¹ C. Von Clausewitz, *De la guerre*, Les Editions de Minuit, Paris, 1998, p. 67.



Le nationalisme se lie principalement à l'intégrisme par le biais de la légitimité religieuse. L'exhortation à la guerre sainte donne une légitimité méta-sociale.²² L'appel à l'unité islamique au-delà des divisions entre chiites et sunnites souligne comment l'Islam représente, comme dans l'Algérie des années 60 ou tout au long de l'histoire de la Palestine,²³ l'expression de la culture et de l'identité nationale, mais aussi l'intention d'un collectif d'identification qui prétend continuer à s'exprimer comme Nation.

La deuxième guerre du Golfe semble marquer le passage de l'après-guerre froide à un nouveau cycle stratégique où se mélangent des éléments à valeur stratégique appartenant à divers temps historiques.

Dans le renouveau de la réflexion stratégique permanente amorcée à la fin de la guerre froide, l'Amérique latine a eu une dimension qui ne coïncide pas avec la faible importance militaire de la région. C'est là que les Nord-Américains ont testé les concepts stratégiques qu'ils ont globalisés par la suite depuis septembre 2001 : les rapports interne-externe, les liens entre les sphères du civil et du militaire, le contrôle des flux et des réseaux transnationaux légaux et illégaux, les caractéristiques des nouvelles menaces et l'importance de l'occupation du territoire. L'Amérique latine n'a pas été simplement une région traditionnellement sous la domination des Etats-Unis : elle a historiquement été transformée en laboratoire de pratiques stratégiques.

Or, quelles sont au niveau stratégique les principales caractéristiques qui ont façonné le « désordre global » ?

LE CONFLIT FACE A L'ABSENCE DE THEORIE CRITIQUE

L'ordre émergent dans les années 1990 exprime une diminution radicale du niveau d'antagonisme idéologique caractéristique de la guerre froide. Ce changement se manifeste essentiellement dans le rôle du sujet dans l'histoire et dans la conceptualisation de la politique.

La crise de l'Etat, la relativisation de la guerre interétatique et l'intégration économique sont les éléments fondamentaux de la dévalorisation de la haute politique comme politique de pouvoir propre à la tradition réaliste. Cependant, c'est l'effondrement de l'idée de révolution en général et la chute de l'URSS en particulier qui sont les éléments décisifs dans la fin d'un ordre mondial configuré sur un antagonisme radical de type politique. Cette situation implique la débâcle des constructions stratégiques structurées

²² Selon M. Juergensmayer, le nationalisme religieux serait une « idéologie de l'ordre », une interprétation cohérente du monde dépassant la réalité quotidienne et une autorité qui rend rationnel l'ordre politico-social. M. Juergensmayer, *The New Cold War? Religious Nationalism Confronts the Secular State*, University of California Press, Berkeley, 1993.

²³ L'Islam a été l'une des composantes de la résistance durant la période coloniale. Au-delà de leur laïcité inhérente, les nationalismes propres à la décolonisation ont toujours fondé une part importante de leur légitimité dans la tradition religieuse. L'Algérie du FLN, l'Egypte de Nasser ou la Libye de Kadhafi en sont des exemples.



sur des identités idéologiques. Depuis la fin de la guerre froide, les conflits ont perdu presque toute motivation idéologique.

En effet, dans la plupart des conflits de l'après-guerre froide on a affaire à une absence de logique politique compréhensible dans le cadre de la modernité. Les aspects idéologiques propres à la guerre froide jouent un rôle secondaire dans les ambitions de type ethno-national. Plus que la volonté d'imposition d'une forme particulière d'organisation sociale, on observe les traditionnelles rivalités hégémoniques régionales, les disputes ethniques, les ambitions nationalistes, les rivalités religieuses.

La violence, institutionnalisée ou non, semble pallier l'absence d'une théorie du conflit. L'absence d'une théorie du conflit à caractère totalisant et le discrédit aussi bien académique que politique des grands récits qui ont fondé la transformation politico-sociale depuis la Révolution française sont inséparables de la forme prise par la violence dans le « désordre global ». Désordre dont le réveil des antagonismes séculaires qui accompagnent l'effondrement des structures nationales sous l'action du régionalisme, du tribalisme et de l'intégrisme, est la manifestation la plus évidente. Dans l'après-guerre froide, la violence a eu un rôle central dans des conflits où l'identité collective, le « Nous », est exprimée sous la forme d'une revendication de type identitaire destinée à l'autodétermination. L'immédiate après-guerre froide se caractériserait donc par l'affrontement entre « identités stratégiques de survie » qui cherchent à s'instituer comme instances légitimes de « monopole de la violence armée ».²⁴

La violence qui caractérise l'après-guerre froide se structure comme substitut historique d'une théorie du conflit telle que nous l'avons connue dès le XVIII^e siècle. Aujourd'hui, on restructure la « Thèse XI » de *L'Idéologie Allemande* : quand on ne peut pas transformer le monde, l'unique choix qui reste est de le détruire.²⁵

Cette transformation est le résultat, non seulement de la désarticulation des socialismes réels, mais aussi du discrédit du soutien théorique sur lequel s'appuyaient les revendications de la périphérie vis-à-vis du centre. L'idée de Tiers-monde est de moins en moins mobilisatrice et les solidarités idéologiques ont presque disparu. Les positions classiques de confrontation entre centre et périphérie, riches et pauvres, empire et pays dépendants se sont désarticulées et ont été remplacées par la recherche du consensus. Dès lors, le « Nous » et « l'Autre », le prochain et le lointain, l'Ami et l'Ennemi, ne seraient plus imposés par l'idéologie.

Cette modification est inséparable de la transformation du conflit social. Dans la globalisation, le conflit est très différent de celui qui caractérisait la guerre froide et la société industrielle. Nous sommes face à une nouvelle question sociale (chômage, précarisation, flexibilisation, fracture sociale, exclusion et insécurité urbaine) très différente de celle constituée par l'industrialisation et exprimée par le mouvement ouvrier. La constitution d'un nouveau système de stratification socio-professionnelle, et donc

²⁴ Voir A. Joxe « Nouveau paradigme stratégique : la révolution dans les affaires militaires ou la 'guerre de l'information' », *op. cit.*, p. 84.

²⁵ J. P. Feinman, « La mirada alternativa », *Pag/30*, N° 38, Buenos Aires, septembre 1993, p. 4.



l'émergence de la problématique de l'exclusion, impliquent une différenciation radicale avec la question de classe. Les transformations dues à la globalisation produisent d'une part un double mouvement de segmentation et de désintégration au niveau interne des secteurs les plus bas de la société, d'autre part une réintégration unificatrice au-dessus des frontières dans une sorte d'espace supranational. La dynamique globale conduit à une structure sociale duale où l'exclusion ne constitue pas une « armée de réserve » mais un simple excédent, étant donné son incapacité à remplacer la population active. L'exclusion entraîne la désocialisation et l'isolement, la paupérisation des secteurs de classe moyenne, la précarisation du travail et la chute de la revendication sociale.

LE CHANGEMENT DU PARADIGME STRATEGIQUE

Si entre les Etats-nations on constate une diminution de la violence comme mécanisme de régulation des conflits, en revanche à l'intérieur de ces derniers il y a un accroissement significatif de la violence. En cohérence avec la pensée hégémonique dans les années 1990, la guerre se dérégularise et devient plus que jamais indépendante de l'Etat. Des problématiques nouvelles coexistent avec la « mémoire historique », c'est-à-dire le souvenir des menaces ataviques qui survivent dans l'imaginaire des peuples et des dirigeants alors même que leurs conditions de production auraient disparu.

Le changement du paradigme stratégique et de la violence peut être perçu dans l'analyse de la forme la plus extrême que prend la violence : la guerre. L'après-guerre froide permet de renoncer définitivement à l'idée que l'Etat est l'unique interprète de la guerre et son seul acteur. Elle démontre que le but de guerre n'est pas toujours un but d'Etat.²⁶

Il y a un bouleversement de la thèse qui soutenait que la guerre constitue un rapport non entre individus, mais entre Etats, qu'il s'agit d'une « affaire d'Etat ». Les Ennemis ne sont plus des Etats-nations, mais des groupes ou des institutions de type transnational ou subnational : diverses formes de criminalité organisée, fondamentalistes religieux, terroristes, etc. Souvent ces formes d'Ennemi n'ont pas de spatialité identifiable.²⁷

La diminution de l'importance des idéologies fait qu'on se bat désormais au nom d'intérêts quasi particuliers. Beaucoup de ces conflits sont soutenus par des groupes moins importants que la Nation ou la classe sociale, et d'une cohésion plus aléatoire : groupes ethniques, gangs, clans, organisations criminelles, etc. Tandis que la guerre post-industrielle, conséquence de la révolution dans les affaires militaires,²⁸ apparaît

²⁶ Sur ce point voir A. Joxe, *Voyage aux sources de la guerre*, Puf, Paris, 1991, chap. II.

²⁷ Le cas le plus évident est celui de l'« organisation » Al Qaeda.

²⁸ La révolution dans les affaires militaires se structure sur la recherche de la supériorité absolue dans le domaine de l'information, le combat sans contact, structuré sur l'observation, la précision et le guidage qui permettent de rester hors de portée d'un ennemi pratiquant la guerre industrielle et sur la nouvelle relation établie entre les industries militaires et l'industrie civile en matière de recherche et développement. Sur la



comme un essai de séparation absolue de l'espace militaire et de l'espace civil, dans la périphérie les conflits armés actuels mélangent confusément ces espaces d'une manière plus radicale que pendant la guerre froide.

Les diverses formes que prennent les conflits violents élargissent au maximum l'inexistence de frontières entre combattants et non-combattants. Si, dans le contexte antérieur, on mélangeait l'aspect étatique (guerre interétatique) avec l'aspect idéologique (guerre révolutionnaire), il faut considérer actuellement l'importance de l'aspect théologique (guerre religieuse). Dans l'après-guerre froide, le conflit religieux apparaît comme une nouvelle forme de l'« hostilité absolue ». Le contexte actuel mélange des concepts archaïques et des outils technologiques de l'ère de l'information. La fin du cycle nucléaire a été accompagnée par le retour aux guerres « pré-modernes ».²⁹

La plupart des affrontements n'opposent pas des armées « classiques », des Etats-nations identifiés et reconnus. Parfois une armée s'oppose à des milices, des guérillas ou des groupes criminels qui se livrent à des trafics (stupéfiants, migrants illégaux) ou au crime (vols, racket, enlèvement).

Les formes que prend le conflit ressemblent aux formes qu'il a prises dans le Tiers-monde pendant la guerre froide : subversion, insurrection et contre-insurrection, résistance, guérilla, coups d'Etat, terrorisme, opérations d'interposition, uni ou multilatérales (action militaro-humanitaires, *peacemaking*, *peacekeeping*, *peace enforcement*). Au niveau opérationnel, les formes de violence sont proches des conflits de basse intensité³⁰ de l'époque antérieure.

Dans l'après-guerre froide, les guerres ne naissent pas de la puissance des Etats, mais de leur faiblesse.³¹ Les zones de violence grandissent là où les Etats-nations tombent en déshérence. La violence enlève à l'Etat une part importante de sa légitimité. Les Etats, en particulier dans la périphérie, ont de plus en plus de mal à faire respecter, en leur sein, leur monopole de la violence légitime. La nouveauté des conflits tient à l'autonomie accrue des acteurs par rapport au système étatique et à leur hétérogénéité. La remise en

révolution dans les affaires militaires voir A. Joxe, « Nouveau paradigme stratégique : la révolution dans les affaires militaires ou la " guerre de l'information " », *Cahiers d'Etudes Stratégiques* N° 18, *op. cit.*, p. 79.

²⁹ Des nombreux travaux abordent ce nouveau cycle. A. et H. Toffler, *War and anti-war. Survival at the Dawn of the XXIst Century*, Little Brown, New York, 1993 ; M. Van Creveld, *The Transformation of War*, *op. cit.*; K. Holsti, *The State, War and the State of War*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

³⁰ On peut définir les conflits de basse intensité comme une confrontation violente entre groupes humains (pays, ethnies, classes sociales, etc.) à partir d'idéologies, intérêts ou principes antagoniques sans l'opposition des armées régulières. Ils sont fréquemment limités au Tiers-monde. C'est un type de conflit où la poursuite des objectifs politiques se réalise à partir de l'utilisation d'armées irrégulières comme moyen principal. Bien qu'au niveau opérationnel un CBI implique un niveau de violence inférieur à la guerre conventionnelle, l'expérience historique – surtout en l'Amérique latine – démontre que les affrontements revêtent des formes très proches de la guerre totale.

³¹ P. Delmas, *Le bel avenir de la guerre*, *op. cit.*



question de l'Etat bouleverse les prestations sécuritaires.³² La décomposition anarchique des Etats est inséparable de la criminalisation de la violence.³³

La prolifération des formes de violence – émeutes urbaines, délinquance, conflits inter-communautaires, terrorisme, criminalité organisée – a comme dénominateur commun la mise en échec du monopole de la prestation sécuritaire. Le processus de propagation de la violence frappe de délégitimation l'Etat au niveau interne et externe. La multiplication et la fragilisation des Etats stimulent l'importance des groupes infranationaux, la prolifération des armées privées, des milices et des mercenaires.³⁴ Or, le champ militaire présente plus de difficultés pour déréguler ou pour dénationaliser que le champ financier ou économique.³⁵ Le renoncement aux responsabilités étatiques renvoie à une situation atavique où la sécurité individuelle et collective était assurée par des acteurs particuliers.

La multiplication du nombre des acteurs internationaux agissant sur la scène internationale par la violence se combine avec l'impuissance de nombreux Etats à garantir l'ordre à l'intérieur même de l'espace qui relève de leur compétence. La mise en question de la sécurité physique, qui constituait la première garantie fondant la légitimité étatique, est aggravée par le fait que l'Etat est conduit à accepter ou à appuyer la privatisation de la violence sous la forme de protection privée en remettant en question la définition même de l'Etat : son monopole de la violence légitime. Si, dans les pays centraux, l'Etat maintient sa cohésion en demeurant le principal acteur sécuritaire, c'est dans la périphérie qu'il s'affaiblit ou s'effondre. Là où la mondialisation a affaibli le plus l'Etat, on peut voir une institution étatique dépourvue de sa souveraineté et confrontée sur son propre territoire à l'extension de secteurs hors contrôle.³⁶

Dans ces Etats en décomposition, une grande partie de la nouvelle criminalité provient de l'appareil étatique lui-même : forces de sécurité mal rémunérées, main-d'œuvre laissée à elle-même après la fin des dictatures.³⁷

Les conflits de l'après-guerre froide ont accentué une tendance déjà présente dans la guerre froide : la dé-professionnalisation et la mise en valeur d'armées irrégulières, l'absence de différenciation entre combattants et non-combattants, la remise en question du monopole de l'Etat dans l'usage de la force. Les Etats ont perdu partiellement ce

³² Voir B. Badie et M-C. Smouts, *Le retournement du monde*, Presse de Science Po et Dalloz, Paris, 1999.

³³ Sur les implications stratégiques de l'affaiblissement de l'Etat voir : P. Delmas, *Le Bel Avenir de la Guerre*, op. cit. ; K. Ohmae, *De l'Etat-nation aux Etats-régions*, Dunod, Paris, 1996; E. de la Maisonneuve, *La violence qui vient*, Arléa, Paris, 1997 et les *Cahiers d'Etudes Stratégiques* du Groupe de Sociologie de la défense, EHESS.

³⁴ M. Van Creveld, *The Transformation of War*, op. cit.

³⁵ Sur les difficultés pour dénationaliser ou déréguler la stratégie militaire, voir Alain Joxe « Introduction générale », *Le débat stratégique américain 1994-95*, *Cahier d'Etudes Stratégiques* N° 18 sous la direction d'A. Joxe, GSD, EHESS, Paris, 1995. op. cit., p. 9.

³⁶ Une autre menace qui résulte de la désintégration de certains Etats est le risque de dissémination et de prolifération d'armes de destruction massive et leur utilisation par des agents non étatiques.

³⁷ C'est le cas de ce qu'on appelle ironiquement en Argentine la « main-d'œuvre au chômage » pour désigner les anciens membres de l'appareil répressif.



monopole, ce que démontre clairement le retour des armées privées et des groupes paramilitaires. La mercenarisation est une des tendances émergentes dans l'ordre international de l'après-guerre froide. Quelques exemples évidents de la privatisation de la violence sont : la croissance du chiffre d'affaires des entreprises liées à la sécurité, la prolifération des agences privées et l'utilisation de gardes du corps ou le fait qu'une grande quantité d'entreprises confient leur sécurité à des armées privées ou s'achètent les services des membres des forces armées des pays où sont localisés leurs investissements.³⁸ Reflet de l'esprit de l'époque, la sous-traitance de la sécurité, expérimentée à la fin des années 90 en Colombie, sera un élément central de la stratégie américaine en Irak.

Dans l'après-guerre froide, la lutte des classes s'exprime dans une architecture sécuritaire. Les quartiers privés et les mécanismes de protection de plus en plus sophistiqués en sont la preuve.

ENTRE LA DEFENSE ET LA SECURITE

Dans l'après-guerre froide, la défense nationale et la sécurité intérieure sont en pleine mutation. L'espace dans lequel elles évoluaient a été aboli. La vision étroitement nationale et militaire de la sécurité est fortement amoindrie en raison de la transformation de la Défense au sens classique de l'interdiction du territoire face à une agression extérieure et du sens de la protection du pays contre les agressions militaires directes.

La notion de la guerre forgée sur des conflits de souveraineté a changé. Elle ne répond plus à la logique des collectifs d'identifications qui se replient sur une identité exacerbée ou s'intègrent dans des projets supranationaux. Elle est inadaptée aux nouveaux types de conflits.³⁹ Ces transformations, en affectant l'Etat-Nation, touchent la conception clausewitzienne classique de la guerre structurée sur la trinité : gouvernement, armée, peuple.⁴⁰ Le résultat : la fin de l'engagement citoyen, de ce rapport direct entre le droit de participation à la *Polis* et l'obligation de verser du sang pour elle, qui avait caractérisé la pensée militaire depuis la Révolution française.

Les outils par lesquels l'Etat-nation exerce son monopole légitime de la violence (l'armée et la police) se transforment dans un monde où est fortement enracinée l'idée que la guerre inter-étatique n'est plus utile.

Le fait que la guerre échappe à l'Etat-nation se juxtapose à l'antinomie entre une économie mondialisée et un système de sécurité encore fondé sur la défense du territoire. La modification de la notion de territoire a des conséquences sur le couple défense-sécurité, en particulier sur l'affaiblissement de l'idée de défense comme

³⁸ Les principales entreprises de sécurité sont d'origine nord-américaine, anglaise et sud-africaine.

³⁹ P. Delmas, *Le bel avenir de la guerre*, op. cit.

⁴⁰ Voir C. Von Clausewitz, *De la guerre*, op. cit.



interdiction du territoire. L'ancien territoire physique se transforme en un espace intégral de sécurité. Le concept de défense s'élargit. Cette transformation exprime l'adaptation à la diversité des risques et des menaces existant dans le contexte actuel. La globalisation, en engendrant un affaiblissement des frontières traditionnelles, efface les dimensions « dedans-dehors » de la sécurité comme celles de ses représentations.

La représentation de la menace pendant la guerre froide était relativement simple. La seule référence était le danger extérieur, même si on pensait à l'Ennemi interne. Cette période semble révolue. Nous sommes face à l'institution de formes de menace radicalement différentes de celles propres à l'ordre stato-centré. La fin de la guerre froide a effacé le danger de la « menace extérieure » dans sa forme classique. La perception d'une menace directe disparaît. Des entités supra ou infra-étatiques sont responsables de la violence armée. La fin de l'ordre bipolaire a entraîné l'absence d'un Ennemi désigné, d'une menace évidente, d'un thème mobilisateur, des solidarités automatiques. Avec l'après-guerre froide s'installe une brèche entre le Nord⁴¹ et le Sud dans la sécurité. Elle se manifeste dans les divergences sur les nouveaux intérêts émergents, sur les dispositifs dissuasifs et sur les perceptions des menaces.⁴²

L'absence d'Ennemis étatiques idéologiques ou géographiques qui constitue la particularité de l'après-guerre froide modifie la politique de défense telle qu'elle était pensée à partir des conceptions classiques. Cette particularité conditionne tout le débat stratégique. L'absence de danger extérieur modifie le périmètre du débat sécuritaire. Il est difficile de penser un débat stratégique sans un Ennemi désigné.⁴³ Les menaces, dans l'après-guerre froide, se situent hors des rapports inter-étatiques traditionnels et contestent la légitimité de l'Etat. La tendance mondiale à l'élargissement du concept de sécurité vers des affaires socio-économiques (criminalité, migrations ou trafic de drogue) dans le cadre de profondes transformations de l'Etat, a pour conséquence la perte de légitimité des fonctions traditionnelles de la défense.

La fin de l'ordre bipolaire a suscité la mutation des menaces, hier purement politiques, étatiques et strictement militaires. Cependant, l'apparition des nouvelles menaces de type privé ne signifie pas la fin du soutien des Etats à des politiques menaçantes pour d'autres Etats. Les Etats continuent à se comporter comme des menaces pour les autres Etats, mais la perception de ces menaces est plus difficile à définir.

Les menaces changent, elles deviennent plus diffuses, plus imprévisibles. Les éléments à prendre en considération dans l'évaluation de la menace sont plus nombreux, donc la sécurité a besoin d'une combinaison d'éléments qui dépassent le militaire. Ainsi, une vision complète des menaces doit considérer l'importance de la dimension économique et le recours aux nouvelles technologies, une partie considérable des nouvelles menaces s'appuyant sur elles.

⁴¹ Sur la relation historique entre pouvoir militaire et puissance industrielle voir P. Kennedy, *The Rise and Fall of the Great Powers*, Vintage Books, New York, 1989.

⁴² Voir A. Varas, « Un nuevo régimen de seguridad hemisférica », Séminaire « Hacia las Fuerzas Armadas del año 2000 » in *SER en el 2000*, N° 7, marzo 1995, p. 23.

⁴³ A. Joxe, « Nouveau paradigme opérationnel : " opérations de paix " », *op. cit.*, p. 64.



La mutation des menaces implique de considérer le caractère fondateur de la conjoncture actuelle : anomie sociale, croissance démographique, fossé technologique, exclusion sociale, criminalité, pauvreté, c'est-à-dire toutes les manifestations des sociétés fragilisées par les transformations qui ont accompagné la globalisation comme processus, et comme idéologie.

La « criminalisation » de la menace a fini par casser une conception de la défense et de la sécurité, hégémonique pendant toute la modernité.

La modernité avait établi deux espaces clairement différenciés : le politique et le criminel. Bien qu'il y ait toujours eu dans la pensée conservatrice le désir de confondre les « subversifs » et la pensée révolutionnaire avec le criminel, l'espace politique apparaissait radicalement différencié de la délinquance.⁴⁴ Le politique s'opposait au criminel. Les acteurs politiques (guérillas, milices, mouvements de libération, groupes terroristes) et ceux de droit commun (criminalité organisée, mafias, cartels) opéraient dans des univers séparés.

Le désordre global laisse voir l'institution de nouvelles entités à mi-chemin entre la politique, la délinquance et la simple prédation.⁴⁵ Il s'agit d'acteurs non étatiques, pour la plupart d'entités criminelles proliférant dans des Etats affaiblis par la globalisation.

LA NATURE DE LA SECURITE EN AMERIQUE LATINE

La marginalisation des épices de la confrontation a été une caractéristique de la question sécuritaire en Amérique latine pendant la guerre froide. La région fut impliquée de façon marginale dans la dispute Est-Ouest, en raison de son éloignement des intérêts stratégiques vitaux des superpuissances. Or, bien que l'Amérique latine n'ait pas été un enjeu majeur de la guerre froide, comme l'Europe ou le Moyen-Orient, elle a été une zone d'affrontement idéologique aigu. Sa distance vis-à-vis des principaux enjeux stratégiques ne lui a pas évité les conséquences de l'affrontement entre les superpuissances, ni l'institution de frontières idéologiques.

La participation de l'Amérique latine à la guerre froide est limitée jusqu'aux années 60. Son caractère périphérique, sa distance géographique vis-à-vis de l'enracinement du communisme en Eurasie, son éloignement des principaux foyers de tensions et la présence traditionnelle des Etats-Unis sont les principales causes de cette marginalité. A partir de cette date, la révolution cubaine, la radicalisation des populismes, la décolonisation des Caraïbes et le développement de la marine soviétique modifient la situation. L'Amérique latine semble alors l'axe principal d'une offensive soviétique sur le

⁴⁴ La recherche de la criminalisation de l'Ennemi a été une des caractéristiques du terrorisme d'Etat pendant la guerre froide.

⁴⁵ Le vocabulaire qui s'est développé par rapport au combat du trafic de drogues montre ce syncrétisme : narco-terrorisme, narco-guérillas, narco-disparus.



Tiers-monde. La dimension fantasmée de la menace a eu un rôle important dans la constitution des représentations stratégiques des militaires latino-américains.

Pendant la guerre froide, les armées exercent dans le dispositif de défense de la région la fonction d'arrière-garde et de sécurité territoriale, garantes des voies de communication et de l'approvisionnement de quelques matières premières, ainsi que du refus de la pénétration soviétique.

Bien que l'absence d'homogénéité stratégique ait toujours été une caractéristique de l'Amérique latine, il est possible, dans l'après-guerre froide, de souligner quelques problématiques à valeur stratégique commune.

Une première lecture paraît montrer que la fin de la guerre froide a signifié une diminution de l'intérêt de l'Amérique latine du point de vue sécuritaire et une augmentation du point de vue économique. La diminution de l'importance stratégique de la région accompagne la redéfinition de la question sécuritaire.

Dans l'immédiate après-guerre froide, l'environnement latino-américain n'est pas marqué par une extrême hostilité. La sécurité régionale ne se présente donc pas comme la revendication la plus importante. L'Amérique latine est peu exposée aux conflits et aux crises internationales, notamment si on la compare à la Méditerranée, au Moyen-Orient ou à l'Europe de l'Est.

Les années 90 ont été caractérisées par la disparition de la plupart des éléments qui obligeaient les Etats de la région à réfléchir en termes de capacité militaire traditionnelle pour protéger leur territoire. Le développement de la confiance sur le plan régional a visé à éliminer la menace étatique résultant de la logique du voisinage. En Amérique latine, les stratifications régionales sont en train de changer. Les alliances implicites et explicites se sont modifiées. Les processus politiques et économiques internationaux et la dynamique hémisphérique actuelle érodent le *statu quo* préexistant⁴⁶ malgré la persistance des conflits archaïques de type frontalier.⁴⁷

Néanmoins, l'Amérique latine reste une zone de frictions et de tensions géopolitiques. Elle constitue encore un foyer de crises locales et régionales. Les crises et les facteurs d'instabilité politique sont une source de conflits, des conflits ouverts dont le règlement définitif est un préalable à la concrétisation de la coopération. Si un risque de débordements indirects (*spill over*) de quelque conflit inter-étatique conduisant à une guerre régionale est inexistant, la crainte du débordement des conflits internes, comme en Colombie, est cependant présente dans la région.

En Amérique latine, les difficultés à s'impliquer militairement dans des conflits inter-étatiques sont plus grandes que dans d'autres régions de la périphérie. Mais de toutes les questions qui peuvent causer des conflits inter-étatiques, celle des frontières est la

⁴⁶ A. Varas, *op. cit.*, p. 23.

⁴⁷ Bien que les luttes d'hégémonie ou d'influence pour l'exercice du contrôle régional aient été des sources de conflits, elles n'ont jamais atteint en Amérique latine le niveau de celles des autres régions de la périphérie.



plus importante. La région est encore sensible aux questions territoriales. L'hypothèse de la guerre régionale, même marginale, demeure. Les conflits entre le Pérou et l'Equateur en 1995, entre le Honduras et le Nicaragua en 1999 ou, très récemment, les disputes entre la Bolivie et le Chili et entre la Colombie et le Venezuela montrent que l'ancien paradigme basé sur le territoire perd de sa validité, mais que, par inertie, il survit encore.

La résurgence répétée des conflits de souveraineté s'explique par le poids résiduel du territoire dans l'imaginaire collectif, mais aussi parce que les Etats ne les ont pas encore définitivement résolus. Or, dans l'après-guerre froide ce ne sont plus les hypothèses de conflit traditionnel liées aux ambitions territoriales d'un pays sous la forme d'expansionnisme, d'irréducentisme ou de décolonisation,⁴⁸ mais l'affaiblissement de la souveraineté et la perte du monopole de la violence par les Etats dans les régions frontalières qui permettent le développement d'entités considérées comme menaçantes.⁴⁹

Le faible niveau de conflit inter-étatique contraste avec la situation conflictuelle interne. Celle-ci est le principal facteur de troubles : les mafias, la criminalité organisée, mais aussi la violence liée à la pauvreté et aux protestations contre les gouvernements.

Des conflits sociaux à l'endettement externe en passant par l'insécurité, l'Amérique latine a des éléments déstabilisants et conflictuels variés. Elle comporte aussi un nombre considérable d'acteurs dotés d'une forte dimension stratégique : militaires, guérillas, organisations criminelles de types divers, sécurités privées et paramilitaires.

La région souligne l'incidence des acteurs non étatiques sur la question de la sécurité, une spécificité de l'après-guerre froide. Avec les régimes démocratiques ont émergé ou se sont consolidés, selon les différentes sociétés, d'autres formes de sécurité, comme les services de sécurité privés ou les organisations parallèles aux forces armées, formes qui remettent en question le monopole de la violence légitime constitutif de l'Etat.

Bien que l'Amérique latine ait un faible degré d'intégration étatique et des divisions ethniques importantes, la région n'a pas été affectée par la violence liée à la prolifération des conflits identitaires des années 1990.⁵⁰ Elle a sa propre logique du conflit. La

⁴⁸ Des puissances extracontinentales, comme la Grande Bretagne, restent dans des territoires sur lesquels les pays de la région invoquent des droits.

⁴⁹ En Amérique latine le rapport entre violence et absence d'Etat ne se limite pas aux frontières. Les quartiers populaires et les bidonvilles de Medellín, São Paulo ou Rio de Janeiro en sont un exemple.

⁵⁰ L'après-guerre froide a été caractérisée par l'émergence de mouvements amérindiens et afro-latinoaméricains dans les sociétés du sous-continent. L'émergence de ces mouvements – avec des concordances chronologiques et des similitudes programmatiques souvent importantes – comme mouvements associatifs et syndicaux se produit dans le contexte du déclin des mouvements sociaux classiques des années 80. Ce sont des mouvements essentiellement démocratiques où la reconnaissance identitaire accompagne le désir de modernisation culturelle, économique et sociale. De manière générale, le cas du Guatemala et celui de certaines communautés aymaras au bord du lac Titicaca, sont une exception : les mouvements identitaires indiens acceptent les frontières nationales héritées de la formation de l'Etat post-colonial. Par ailleurs, la revendication d'un collectif d'identification « nationale » est importante dans les mouvements qui ont développé des perspectives politiques, comme c'est le cas au Mexique et en Bolivie. Ces mouvements s'engagent en faveur de revendications globales qui rassemblent une part considérable de la population – telles la lutte contre les inégalités, la protection des droits sociaux, la défense des acquis



réduction de l'antagonisme idéologique a été accompagnée par l'exacerbation des autres types de conflits qui rendent toujours possible une évolution vers la militarisation des rapports sociaux.

Contrairement à l'idée que la globalisation développe la paix, la généralisation de la démocratie en Amérique latine est parallèle à l'expansion de la violence. Selon l'Organisation Panaméricaine de la Santé, en Amérique latine l'indice d'assassinat a augmenté de 44% entre 1984 et 1994. Une étude de la Banque mondiale qualifie l'Amérique latine de région la plus violente au monde avec un taux d'homicides proche de 20 pour 100.000 habitants.⁵¹

Les populations civiles restent les victimes essentielles de la violence. Elles constituent les cibles principales, non seulement dans des zones culturelles où peu de valeur est attribué à la vie humaine, mais aussi dans des sociétés où elle était traditionnellement respectée. La ressemblance des scénarios unifie la région : augmentation du sentiment d'insécurité, développement des indices de violence, sophistication de l'autodéfense, changement des comportements face à la menace. La généralisation de la violence implique des sentiments de peur comparables. Mais, si l'Amérique latine présente des situations de violence similaires, leur importance quantitative n'est pas la même. La situation en Colombie, au Mexique ou au Brésil diffère de celle de l'Uruguay, du Chili, de l'Argentine ou du Costa Rica.

La pauvreté et la ségrégation sociale comme source de désordre sont une constante dans la globalisation ; cependant en Amérique latine les déséquilibres sociaux et les violences urbaines y représentent plus qu'ailleurs une menace inquiétante. Les acquis démocratiques y sont fragiles, car récents, et de surcroît menacés par la persistance de zones à risque et l'apparition de nouveaux foyers d'insécurité. La détérioration économique de la région est étroitement liée à l'augmentation de la violence. La progression de la pauvreté a ravivé les tensions sociales, nourries par les asymétries économiques et la corruption que connaît la région.

Les stabilités économique, sociale et politique sont menacées par la croissance des économies illicites et la violence armée. L'impact et les conséquences que l'augmentation des activités violentes a sur la région remettent en question, de façon plus ou moins directe, non seulement les systèmes démocratiques, mais aussi les très faibles niveaux de développement atteints. Ainsi, tant les Etats que les acteurs non étatiques – en particulier les investisseurs étrangers – prennent en considération les paramètres sécuritaires, spécialement sous l'influence des projets trans-régionaux. Or, quels sont les caractères principaux de cette violence en gestation et en quoi sont-ils marqués par le changement de la société latino-américaine ?

En Amérique latine, l'ajustement de l'économie a produit une augmentation des différences et des inégalités sociales qui nourrissent le conflit social et la violence

sociaux, l'opposition à la Zone de Libre Echange des Amériques et aux privatisations –, plutôt que dans la revendication du communautarisme. La promotion de ce dernier contribue à atomiser et à endiguer les résistances et les revendications sociales.

⁵¹ *Clarín*, 5/9/1999.



quotidienne, révélant l'émergence d'une nouvelle question sociale avec des connotations stratégiques.

Depuis plusieurs années, de nombreuses rébellions, semi-insurrections populaires rurales et urbaines avec des niveaux hétérogènes d'organisation et de revendications, ébranlent plusieurs pays d'Amérique latine. Ces mouvements accentuent le délitement de divers systèmes et régimes politiques. Ces derniers ont perdu leur légitimité, étant donné leur incapacité à satisfaire les revendications populaires. La mise en question des régimes a suscité l'interruption de mandats et l'écroulement de gouvernements (Pérou, Equateur, Argentine, Bolivie, Haïti), l'affaiblissement prononcé des structures étatiques (Colombie) et la désintégration de partis traditionnels comme au Venezuela et au Mexique.

Les conditions sociales et politiques entraînent une montée de la contestation, dont témoignent les diverses crises, mais aussi une augmentation des violences de la part des populations qui survivent par des moyens illégaux. Nous vivons dans une période de cycles historiques en modification, où l'effacement de l'ordre bipolaire a eu un double effet d'expansion et de mutation sur des entités – de type criminel – déjà existantes en Amérique latine. A titre d'exemple, si aux Etats-Unis les gangs relevaient de l'autodéfense et de la contre-culture des minorités, en Amérique latine ils sont devenus des organisations criminelles.⁵²

Les entités perçues comme menaçantes – des organisations criminelles jusqu'aux terroristes – profitent d'un système-monde, d'un contexte économique mondial et régional de plus en plus soumis aux dynamiques de la dérégulation. En Amérique latine, les économies illicites contribuent à accroître les facteurs de déstabilisation régionale que la guerre en Colombie ou les crises dans divers pays impliquent déjà pour les Etats limitrophes⁵³. Les violences armées – guérilla, délinquance, crime organisé et leur répression de plus en plus militarisée – puisent dans l'économie illicite, en particulier celle de la drogue.⁵⁴

L'Amérique latine manifeste avec violence l'effondrement des Etats-nations sous le choc des dérégulations néo-libérales. La conjonction entre l'affaiblissement de l'Etat et les politiques néo-conservatrices est génératrice de violence. Dans un contexte économique mondial et régional, où les frontières nationales perdent leur vocation première au profit d'une unification des marchés, les organisations criminelles tirent profit de la mondialisation et de ses régionalisations. Les économies illicites (drogue, bois, pierres précieuses, biens de consommation, trafics de personnes, etc.) accentuent donc les

⁵² Le crime organisé est devenu un facteur de déstabilisation des pays centraméricains comme le Honduras et El Salvador. La militarisation des gangs a été accompagnée par le développement d'une action régionale qu'englobent les Etats-Unis, l'Amérique centrale et la Colombie. Dans le cas de El Salvador, le phénomène des gangs a explosé après la déportation massive de Salvadoriens qui avaient purgé leur peine dans les prisons américaines. Entre 1980 et 1992, une grande quantité de Salvadoriens avait émigré pour fuir la guerre civile.

⁵³ Cette situation est comparable à celle qui existe en Asie Centrale et en Asie du Sud-Est.

⁵⁴ La région illustre l'importance croissante que prend la criminalité organisée ainsi que la criminalisation des économies des sociétés en crise.



facteurs de déstabilisation régionale que les situations de conflit et crise impliquent déjà pour les Etats.

Les processus d'ajustement des années 1990 ont accru une marginalité qui s'exprime par une croissante décomposition sociale, par l'augmentation de la violence et par l'apparition de nouvelles formes de criminalité.

Des émeutes urbaines à la délinquance, les phénomènes d'exclusion et de chômage sont à mettre en rapport avec la violence. Cependant, nous sommes loin de vouloir établir une relation mécanique entre violence et pauvreté ou de réduire le développement de la délinquance à l'augmentation de la misère.⁵⁵ Il suffit de rappeler que la hausse du nombre des délits et des crimes serait une caractéristique de l'ensemble des pays industrialisés depuis la deuxième moitié du XX^e siècle.⁵⁶ La violence peut être endiguée par des mécanismes « idéologiques », dont la religion a toujours constitué le cas exemplaire. L'effondrement de ces mécanismes contribue au développement de la violence. Les liens qui unissent inégalités économiques et délinquance doivent être circonscrits dans le temps et dans l'espace. Si les inégalités favorisent la violence – à ce titre la politique économique des années 1990 a renforcé la délinquance – elles ne rendent pas compte de l'évolution de l'ensemble de celle-ci, ce qui ne revient pas cependant à dire qu'elle n'a aucun rôle.

Comme le souligne le cas argentin, l'économie n'est pas suffisante pour expliquer le mouvement général de montée de la violence à l'échelle de la société tout entière. Des éléments de la culture politique, au sens large, influencent les relations de facteurs « économiques », comme l'inégalité ou le chômage, avec la délinquance. En Amérique latine, la croissance de la violence interpersonnelle se produit dans le cadre des grandes tendances des années 1990 en matière d'action publique : la perte de la centralité de l'Etat et de la politique et ses conséquences sur le niveau de vie, sur les systèmes d'aide sociale et sur l'éducation.⁵⁷ Ainsi, la décomposition anarchique des Etats est inséparable

⁵⁵ L'association de la délinquance à la recherche d'une compensation directe à une frustration causée par la difficulté d'ascension sociale a été un paradigme classique dans les Sciences sociales. Ainsi, la délinquance naîtrait du blocage des opportunités de réussite sociale par la voie légale. Les travaux de R. Merton et d'A. Cohen illustrent cette interprétation. Il s'agirait d'une reprise de la tradition selon laquelle la source de l'agression se trouve dans une forme de frustration : le comportement agressif présuppose l'existence d'une frustration et, vice versa, l'existence d'une frustration conduit à une forme d'agression. La théorie de la frustration-agression a été développée par J. Dollard et son groupe de travail à l'université de Yale à la fin des années 1930. Voir J. Dollard, L. Doob, N. Miller *Frustration and Agression*, Yale University Press, New Haven, 1939.

⁵⁶ La montée de la violence dans les démocraties occidentales a été analysée par de nombreux travaux. Voir T. R. Gurr, "On the History of Violent Crime in Europe and America" in H. D. Graham et T. R. Gurr (eds) *Violence in America : Historical and Comparative Perspectives*, Beverly Hills, CA, Sage, 1979 ; M. Zahn, «Homicide in the Twentieth Century : Trends, Types and Causes», in T. R. Gurr (ed), *Violence in America. The History of Crime*, London, Sage Publications, vol 1, 1989 ; S. Roché, *Sociologie politique de l'insécurité*, PUF, Paris, 1998.

⁵⁷ Voir E. Manero, « Insécurité et violence dans l'Argentine néo-libérale. La gestion politique de la peur », *L'Ordinaire Latinoaméricain*, N° 194, IPEALT, Université de Toulouse II, octobre-décembre 2003, p. 41-72.



d'un des éléments principaux dans la violence quotidienne : la participation des membres des forces armées et des polices dans les activités criminelles.⁵⁸

DES NOUVELLES REPRESENTATIONS STRATEGIQUES

Les comportements culturels actuels, les valeurs diffusées par les médias, font que la société civile en Amérique latine partage une échelle de valeurs dans laquelle les questions de défense ne sont plus prioritaires et où, au contraire, les questions de sécurité deviennent centrales. Comme dans tout l'Occident jusqu'au 11 S, faute d'ennemi clairement identifié, la défense n'est plus la priorité essentielle des politiques. Il y a eu un changement de l'échelle des valeurs et des intérêts de toute la classe politique. Les décideurs se retrouvent face à une réalité multiforme, compliquée par le fait que les entités menaçantes dans la logique traditionnelle sont peu visibles et peu explicites dans l'Amérique latine de l'après-guerre froide. La relativisation ou la disparition des Ennemis traditionnels plonge les cultures stratégiques,⁵⁹ dans leurs diverses versions, dans le vide stratégique. C'est une nouveauté absolue dans des sociétés historiquement conditionnées par le rapport Ami-Ennemi.

A l'exception de la Colombie, il n'y pas dans l'Amérique latine de l'après-guerre froide un programme politique sur « la menace de mort » comparable à la conjoncture de la guerre froide, ni dans la société civile, ni dans la société militaire. Il n'existe pas de réflexion claire sur la gestion de la menace de la violence, ni comme problème de l'affrontement, ni comme acte défensif. L'accroissement et le changement des types de menaces remettent en cause les formes traditionnelles de l'intervention et de la planification militaire, et essentiellement la représentation de l'ennemi. Le territoire ou l'idéologie ne peuvent plus être à l'origine d'une menace directe pour la sécurité de l'Etat au sens déterminé pendant la guerre froide. Dans les forces armées, la stratégie orientée vers un ennemi territorial ou idéologique a disparu. Il n'y a plus d'ennemis au sens opérationnel.

La définition d'une attitude face aux problèmes de sécurité dépend ainsi d'une discussion qui dépasse l'espace de l'Amérique latine et qui doit considérer la difficulté pour des pays périphériques de désigner un type d'adversaire. L'Amérique latine n'est pas concernée par les nouveaux schismes planétaires violents (raciaux, religieux, linguistiques ou ethniques).

En Amérique du Sud, l'absence d'ennemis externes conduit à des représentations stratégiques qui sont militairement et politiquement novatrices par rapport aux cultures

⁵⁸ Voir E. Manero, « Insécurité et violence dans l'Argentine néo-libérale. La gestion politique de la peur », *op. cit.*

⁵⁹ « On peut définir la culture stratégique comme une forme intégrale d'action et de réflexion qui s'inscrit dans la longue durée, développée par un groupe selon sa façon particulière de résoudre les relations avec la nature, les membres de la communauté et les autres communautés, afin de donner une continuité et un sens à son existence en garantissant la survie du collectif d'identification ». E. Manero, *L'Autre, le Même et le Bestiaire*, *op. cit.*, p. 84.



stratégiques. Au début du XXI^e siècle, les menaces militaires classiques (agressions et dominations territoriales, rivalités de puissance, projection de force, hausse des capacités militaires, dynamique et prolifération des armes, notamment biologiques, chimiques et nucléaires) sont absentes des discours. On trouve en revanche des menaces qui ne sont pas militaires mais qui comportent la possibilité d'une militarisation des relations sociales. Ces nouvelles menaces revêtent des formes qui ont toujours existé, mais qui étaient subordonnées à la menace politique ou territoriale. Toute une série de phénomènes très différents – fragmentation de la société, violence sociale, flux migratoires, trafic de drogue et d'armes⁶⁰, criminalité organisée, délinquance, terrorisme⁶¹, protection de l'environnement, le blanchiment d'argent – est désormais largement conçue par les Etats de la région – et les forces armées – comme une menace directe à leur sécurité.

Certains enjeux stratégiques apparaissent comme une simple mise à jour. Ainsi la question de la pauvreté comme menace à laquelle les armées doivent répondre – abordée lors de la Conférence des Armées Américaines en 1996 – n'est pas une nouveauté. Déjà à la fin des années 1960 sécurité et développement étaient étroitement liés. Pour les militaires argentins⁶² le développement était *The essence of security*⁶³.

D'autres ont un caractère d'innovation, comme l'utilisation à des fins stratégiques de la question de l'environnement.

Le rôle de l'écologie dans la redéfinition des fonctions des armées de la région a été mis en évidence lors des réunions au Paraguay en mai 2002 et en Uruguay⁶⁴ en mai 2003, organisées avec la participation active du Commandement Sud et de l'Agence de protection de l'environnement des Etats-Unis. Le nom conféré à ces événements, qui évoquent la recherche d'opportunités de coopération civico-militaire pour la protection de l'environnement et la construction de liens plus étroits de coopération entre les forces de sécurité et les institutions environnementales en Amérique du Sud, évoque la nouvelle représentation.⁶⁵

⁶⁰ On fait référence à la vente d'armes, développée dans le contexte du conflit dans les Balkans et de la guerre Pérou-Equateur, qui a sérieusement compromis l'administration Menem.

⁶¹ Il s'agit des attentats terroristes contre l'ambassade d'Israël et contre la mutuelle de la communauté juive (AMIA). Un réseau composé de fondamentalistes islamiques, d'anciens paramilitaires et de membres des forces de sécurité serait à la base des attentats.

⁶² Le secrétaire du Conseil National de Sécurité du gouvernement Onganía, en Argentine, le Général Osiris Villega, est très représentatif de cette pensée.

⁶³ R. Mac Namara, *Sécurité américaine et paix mondiale*, Fayard, Paris, 1969.

⁶⁴ Les ministres de défense et de l'environnement se sont réunis à Montevideo.

⁶⁵ Reposant sur l'idée que l'Amérique du Sud serait un réservoir génétique et hydrique ainsi que le poumon de l'humanité, cette représentation soutient que la défense de la souveraineté ne serait plus aujourd'hui limitée à la protection des frontières. L'environnement et l'intégrité de l'écosystème seraient au-dessus de celle-ci. Les impacts sur l'environnement d'un pays affectent les autres. Ils sont toujours globaux. Les armées doivent aborder la protection de chaque pays à partir d'une perspective régionale. Elles doivent travailler ensemble pour la défense de la souveraineté avec une conscience régionale et une solidarité internationale.



Compte tenu de l'une de ses caractéristiques principales, la construction d'interdépendance régionale et globale, le thème de l'environnement se présente comme un mécanisme approprié pour la justification de l'intervention externe sous l'image de la coopération. Cette lutte peut aussi être associée à la « guerre contre le terrorisme » et à la « guerre contre la drogue ». La culture de la drogue et la destruction de pipeline seraient une forme de « terrorisme environnemental ».

Cependant, Washington rencontre des difficultés pour aligner les pays de la région.⁶⁶ Le discours sur les intérêts globaux de l'humanité est difficile à véhiculer par un pays qui a boycotté les accords de Kyoto et qui a sous-estimé les conséquences, dans le bassin hydrographique de l'Amazone, des défoliants chimiques utilisés dans le cadre du plan Colombie.⁶⁷

Si la superposition entre les rôles policiers et militaires et la modification des missions militaires qui en résulte se perçoit plus clairement dans la lutte contre les drogues ou contre le terrorisme, toutes les nouvelles perceptions des menaces posent – à des degrés différents – la question de la participation des militaires latino-américains à des tâches de sécurité.

En Amérique latine la dichotomie, armée aux frontières (ennemi extérieur), forces de sécurité nationale (criminalité), n'a jamais été réelle. Ces forces s'intéressaient aux mêmes cibles, en particulier pendant la guerre froide. Les dictatures donnaient unité à l'exercice de la sécurité et disciplinaient la vie sociale à partir de la répression.

Le débat instauré en Amérique latine sur la participation de l'armée à la sécurité intérieure s'insère dans le cadre du traitement punitif de l'insécurité et de la marginalité sociale, qui caractérise la fin du XX^e siècle. A partir des thèses sécuritaires se dessine un franc consensus entre divers secteurs de la société et des forces armées et de sécurité cherchant un rôle. Les demandes citoyennes de sécurité sont mises en relation avec les tentatives des armées et des forces de sécurité d'élargir leur rôle dans la société.

Les années 90 ont été caractérisées par de nouveaux types de conflits qui montrent l'incapacité des appareils de l'Etat à assurer l'ordre public. Confrontés à l'inquiétude que suscitent les conflits sociaux⁶⁸ ou la délinquance, un large espace politique et leurs relais médiatiques occultent les ressorts sociaux en préférant accroître les moyens de la police ou orienter l'action civique vers le contrôle social.

Les demandes sociales ou « l'angoisse sécuritaire » s'expriment politiquement. La question de l'ordre public et la conflictualité sociale sont les points critiques de la démocratie dans les nations latino-américaines. Face à la perte de légitimité de la démocratie et à l'augmentation de la délinquance la tradition autoritaire prétend apparaître encore comme une option. La transformation de la société ne lui ôte pas son

⁶⁶ Ainsi, le Brésil, présent à la réunion au Paraguay, n'a pas assisté à celle de Montevideo.

⁶⁷ Cette critique est très présente dans la position du Venezuela et de l'Equateur.

⁶⁸ Il faut considérer le comportement des forces armées et de sécurité latino-américaines face aux conflits sociaux dans le cadre du débat sur l'élargissement de leur rôle, débat ouvert avec les attentats de septembre 2001.



actualité, en particulier face à un développement exponentiel de la conflictualité sociale et de la délinquance. La demande de participation des militaires aux tâches de sécurité intérieure en est une preuve.

Dans l'après-guerre froide, la sécurité est donc élargie aux facteurs institutionnels et économiques qui deviennent aussi déterminants que les variables militaires traditionnelles. Il y a dans la région une multiplication des problèmes qui ne peuvent être réglés militairement mais qui sont considérés sous l'angle militaire, en particulier par les Etats-Unis qu'intéresse l'assignation d'un rôle nouveau à des armées de moins en moins adaptées à leurs intérêts.⁶⁹

Si, sous l'influence des Etats-Unis, la dynamique de la sécurité dans le cône Sud s'est largement régionalisée et si les nouvelles représentations proposées par les Etats-Unis ont un rôle dans la construction d'une doctrine stratégique qui occupe le vide laissé par l'abandon de la Doctrine de la Sécurité Nationale dans les armées latino-américaines,⁷⁰ nous sommes loin du consensus de la guerre froide, d'où la pression diplomatique pour faire coïncider les agendas locaux de sécurité avec l'agenda américain.

Au début du XXI^e siècle, les Etats-Unis ont des difficultés à établir un système d'alliances comme celui qu'ils avaient établi avec le Brésil pendant la guerre froide ou avec l'Argentine dans l'immédiate après-guerre froide.

Les administrations Lula au Brésil et Kirchner en Argentine expriment un changement de tendance. Elles manifestent – indépendamment du degré de ce changement – une remise en question de l'insertion de la région dans la globalisation ainsi qu'une différence relative avec la politique promue par l'administration Bush. Ce changement marque une nouvelle étape pour le Mercosur, qu'il faut interpréter dans un contexte international où l'unilatéralisme des Etats-Unis et la réaction à celui-ci brisent d'anciennes alliances en générant une dynamique d'alignements en mouvements et où les alliances permanentes sont remplacées par des coalitions occasionnelles et instables.

⁶⁹ Sur la stratégie américaine en Amérique latine voir E. Manero, « Reflexiones sobre el rol del narcotráfico en la proyección regional de los Estados Unidos » in *Las drogas, entre los daños y el fracaso de la prohibición. Nuevas perspectivas en el debate despenalización-legalización*, sous la direction de S. Inchaurrega. Universidad Nacional de Rosario, Rosario, 2003, p. 155-180 ; « Rétrospective sur les questions de sécurité en Amérique latine », *AGIR, Revue Générale de Stratégie* N° 15, Paris, octobre 2003, p. 95-106.

⁷⁰ Sur les conséquences de la stratégie américaine dans la région voir E. Manero, « Entre la fijación originaria y el eterno retorno: La Argentina y el Brasil frente a la estrategia americana para la región » in *Globalización, integración, Mercosur y desarrollo local*, sous la direction de S. Gaveglio. Homo Sapiens, Rosario, 2000, p. 77-90 ; « L'Argentine et le Brésil : divergences stratégiques et civilisationnelles », in *L'Argentine Contemporaine : enjeux et racines d'une société en crise*, sous la direction de D. Quattrochi-Woisson. Tiempo Editions/Le Félin, Paris, 2003, p. 221-256.



RÉSUMÉ– Il s'agit, dans cet article, d'examiner les conséquences induites par la nouvelle scène stratégique, dans un cadre de profondes transformations aussi bien du système international (unipolarisme, globalisation, absence d'une théorie critique) que des sociétés nationales latino-américaines (crise économique-sociale, développement de la protestation sociale, augmentation de la délinquance, expansion de la criminalité organisée, affaiblissement de l'Etat, corruption des forces de sécurité, et de l'institution militaire (professionnalisation, développement d'une nouvelle doctrine stratégique, émergence de nouvelles missions, révolution technologique).

RESUMEN– El presente artículo examina las consecuencias del nuevo escenario estratégico, en un marco de profundos cambios tanto del sistema internacional (unipolarismo, globalización, ausencia de una teoría crítica) como de las sociedades nacionales latinoamericanas (crisis económico-social, desarrollo de la protesta social, aumento de la delincuencia, expansión de la criminalidad organizada, debilitamiento del Estado, corrupción de las fuerzas de seguridad) y de la institución militar (profesionalización, desarrollo de una nueva doctrina estratégica, aparición de nuevas misiones, revolución tecnológica).

MOTS-CLÉS– Violence, stratégie, militaires, théorie critique, sécurité.